

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUIN 1924.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX SOCIÉTÉS CIVILES.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi a pour but de donner aux Sociétés civiles un régime juridique approprié à leur activité. Elle leur accorde, sans leur enlever le caractère civil, le droit à la personnification morale dont jouissent les sociétés commerciales avec les avantages qui en découlent; elle n'en subordonne l'attribution qu'à la condition qu'elles empruntent la forme des sociétés commerciales.

La formule proposée a le mérite de la simplicité. Elle érige en régime de droit commun le régime d'exception qui est établi par l'article 187 des lois coordonnées des sociétés commerciales au profit des « sociétés dont l'objet est l'exploitation des mines, minières et carrières », et qui a été étendu par la loi du 9 août 1889 aux sociétés d'habitations ouvrières, auxquelles ont été assimilées successivement les sociétés d'habitations à bon marché et les sociétés dont l'objet exclusif est la construction, la vente et l'achat d'habitations. Par ces lentes étapes, qui constituent une expérience heureuse, on est conduit logiquement à la généralisation du régime par son application à toutes les sociétés civiles.

La réforme combine deux éléments juridiques qui, grâce à une longue pratique judiciaire, ne laissent aucune imprécision. D'une part, l'article 1832 du Code civil définit la société civile comme suit : Elle est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. Le but social est donc le lucre, mais son objet est supposé être de nature civile, se poursuivant, en ordre principal, par des actes civils.

D'autre part, les lois coordonnées des sociétés commerciales, qui sont organiques et qui constituent le Titre IX du Code de commerce, établissent les conditions de leur formation et de leur fonctionnement; elles deviennent applicables à la société civile qui revêt la forme commerciale; elles leur donnent les avantages que comporte ce statut et dont le principal est la personnification juridique.

Ce régime mixte, qui suit le Code civil quant au fond, c'est-à-dire quant à la nature des actes, emprunte au Code de commerce la forme qui leur donne plus de souplesse et de fécondité. Appliqué aux sociétés minières et aux sociétés d'habitations, il a donné plus d'avantages que d'inconvénients; et il n'en sera pas autrement lorsqu'il sera généralisé.

* * *

Par cette réforme, l'activité collective trouvera, dans la législation belge, toutes les formes juridiques que peut justifier la diversité des buts sociaux : — la société commerciale pour les entreprises industrielles, commerciales, financières; — l'association sans but lucratif, avec son complément d'établissements d'utilité publique, pour les œuvres désintéressées de l'ordre moral ou intellectuel; — la société civile pour l'activité, poursuivant son but de lucre par des actes à caractère civil. C'est toute la gamme des statuts juridiques, facilitant le groupement des efforts dans les buts les plus divers de l'activité humaine; et elle se complète encore par les lois qui ont favorisé les organismes spéciaux de la Mutualité, des Unions professionnelles, des Associations internationales à but scientifique.

Cet édifice a été créé par le patient effort de plusieurs générations; ce sera l'honneur de la nôtre de l'avoir achevé (1).

La grande portée juridique et économique de la proposition de loi dérive de la personnification juridique ou morale reconnue aux sociétés civiles. Elles peuvent devenir une personne morale, indépendante des associés, qui, tout comme les personnes physiques, possède, acquiert, aliène des biens et est en justice, qui remplace la simple indivision, sujette aux causes multiples de dislocation, et qui, dans les limites contractuelles, poursuit son but social sans être menacée dans son existence ou son fonctionnement par le décès ou l'insolvabilité des membres.

Par voie de conséquence, l'avoir social n'est plus une copropriété, participant du caractère mobilier ou immobilier des biens qui la composent, reposant sur la

(1) Le rapport de la Section centrale sur le projet de loi des associations sans but lucratif relève les diverses étapes et signale les concours qui ont permis de les franchir. (Séance du 23 mars 1921, E. Tibbaut, n° 198.) La question juridique a été exposée à fond dans le savant rapport que M. Van Cleemputte a fait pour la Section centrale sur les associations internationales à but scientifique, dans l'étude approfondie qui a été faite par M. Vauthier et qui a formé le rapport de la Commission consultative du Ministère de la Justice joint à l'Exposé des motifs du projet de loi sur les associations sans but lucratif (Ch. des Repr., séance du 23 juin 1920, n° 375) et dans le rapport méthodique fait au Sénat par M. Braun (séance 2 juin 1921, n° 135). Aux travaux cités, il faut ajouter la conférence faite par M. le notaire Thysbaert, de Lokeren, « Une étude pratique de la loi sur les associations sans but lucratif »; par M. le notaire Nève, de Gand « Le livre doctrinal »; de M. Goetseel « La personnalité civile des associations sans but lucratif, 1921 » et « Le commentaire législatif de la loi sur les associations sans but lucratif », par M. Max Hallet.

tête des associés et engageant leur responsabilité personnelle. Il forme le patrimoine de l'être juridique, administré suivant les statuts dans le cadre de la loi, et il est représenté par des actions ou parts qui, juridiquement, constituent des meubles.

C'est la stabilité sociale substituée aux incertitudes, aux aléas, d'une indivision dont le sort, malgré les conventions, dépend en ordre principal de la vie des copropriétaires.

* * *

La Société civile, tout en jouissant des avantages du statut des sociétés commerciales dont elle emprunte la forme, ne perd pas son caractère civil et elle ne donne pas le caractère commercial à ses actes. Elle ne change pas quant au fond. Elle n'est pas assimilée au commerçant; elle ne relève donc pas de la juridiction commerciale et elle n'est pas passible de déclaration de faillite. Mais elle est soumise aux conditions que les lois coordonnées leur imposent dans l'intérêt des associés et des tiers pour la création et le fonctionnement. Elle suit les règles tracées pour les statuts et pour leur publication, pour la création et la transmission des actions et des obligations, pour l'administration et la surveillance des sociétés, pour les assemblées générales, les inventaires et bilans, pour la durée, la dissolution et la liquidation des sociétés. Les fondateurs, administrateurs et commissaires assument les responsabilités qui y sont décrites et ils sont exposés aux sanctions civiles et pénales.

* * *

En France, la jurisprudence avait suffi pour reconnaître la société civile comme personne morale; mais les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1903 ont disposé que la société civile devient une société commerciale lorsqu'elle en emprunte la forme.

C'est une atteinte portée à la distinction des actes civils et des actes commerciaux, qui est à la base du Code civil.

Le législateur belge a refusé, à plusieurs reprises, de s'engager dans cette voie; et, l'expérience faite par les sociétés minières et les sociétés d'habitations, montre que le régime mixte, combinant le Code civil avec le Code de commerce, suffit aux besoins sociaux. Il ne faut toucher à la nature des actes que pour des motifs graves; leur régime est trop différent.

La vie civile est la règle ou le droit commun; elle est entourée de garanties multiples; les conventions et les engagements ne valent que s'ils se présentent dans des formes établies par la loi pour protéger contre les surprises l'homme inexpérimenté; les conflits relèvent de la juridiction civile, exercée par des jurisconsultes, magistrats de carrière, suivant une procédure, pleine de formalités protectrices.

La vie commerciale, au contraire, n'existe, en droit, que dans les limites des actes déterminés par la loi. Elle exige plus de souplesse, de célérité, et elle est soumise à des obligations diverses, prescrites dans l'intérêt des tiers et sanction-

nées pénalement. Le commerçant tient une comptabilité et des livres définis par la loi ; il peut être déclaré en faillite, et il est atteint par les sanctions pénales en cas d'inobservation de ses obligations professionnelles.

Il n'est pas nécessaire, pour permettre aux sociétés civiles d'agir comme personne morale, de mettre en discussion cette classification fondamentale des actes civils et commerciaux. Ce serait ouvrir une source de conflits délicats, qui diminueraient les bienfaits de la réforme proposée.

*
* *

S'il fallait justifier la proposition de loi par un intérêt économique, il suffirait de montrer l'impulsion qu'elle pourrait donner aux grandes exploitations agricoles ou de défrichement et aux entreprises immobilières.

L'agriculture trouve dans les progrès de la mécanique et dans l'emploi des engrais chimiques des moyens de développement insoupçonnés et elle peut conduire, aujourd'hui plus que précédemment, à de vastes affaires, montées sur un pied industriel avec des capitaux considérables, formant un ensemble harmonique d'industries de transformation, telles que la distillerie et la sucrerie. La colonie et les pays étrangers sollicitent de plus en plus le concours de Belges en leur offrant des concessions agricoles sous forme de monopole.

Or, dans l'état actuel de la législation, il n'y a pas de forme juridique qui permette pratiquement la concentration des capitaux nécessaires à ces entreprises et qui mette ces exploitations à l'abri de l'instabilité des simples indivisions juridiques. En effet, l'agriculture, avec la transformation industrielle de ses produits, est de nature civile et ne peut par conséquent être l'objet d'une société commerciale.

C'est un obstacle que la législation dresse devant l'activité et l'expansion belges ; et il est temps qu'il disparaisse.

Elles sont multiples les opérations utiles au pays que l'insuffisance de la législation actuelle rend pratiquement impossibles.

Ainsi des agriculteurs voudraient, à l'exemple des commerçants et des industriels, constituer l'exploitation en société pour la rendre plus stable, pour en faire une affaire de famille se partageant par la remise des actions, pour la valoriser par l'émission de titres négociables ; ou bien des propriétaires de terrains à bâtir voudraient créer une société immobilière pour les mettre en valeur par la construction d'habitations et pour contribuer ainsi à la solution de la crise de logements. De pareilles sociétés ne peuvent actuellement obtenir la personnification civile ; et ainsi l'agriculture et la terre sont frappées d'une infériorité juridique, qui s'oppose à la fois à la mise en valeur et à la consolidation des biens de famille et qui exclut des possibilités de progrès.

*
* *

Le droit ne peut ainsi paralyser la vie nationale. Il doit au contraire la stimuler et lui donner les moyens juridiques de se manifester et de se développer.

Il doit évoluer avec elle et s'adapter aux conditions changeantes. Ce n'est qu'à ce prix qu'il remplit sa mission économique et sociale.

On ne l'a pas toujours compris, et les légistes considéraient la personnification civile des sociétés comme des faveurs dont l'État ou le législateur était le dispensateur.

Elle est, au contraire, une conséquence logique des besoins qui se font jour dans la société, et qui intéressent au plus haut degré le bien public. Le législateur a le devoir de la consacrer, en mettant le droit positif en rapport avec le droit naturel ; et, en le faisant, il pousse au progrès.

Les sociétés commerciales ont trouvé, par la personnification civile, le moyen d'affecter d'importants capitaux à des entreprises de longue haleine, qui ont puissamment aidé à augmenter la richesse publique et le bien-être de l'humanité.

Les associations sans but lucratif par la loi du 27 juin 1921 ont été mises en état d'affirmer publiquement leur existence juridique ; et elles se multiplient sous les formes tellement variées qu'elles modifient la physionomie de la Belgique en l'embellissant. Elle était connue dans le monde pour l'esprit d'entreprise de ses hommes d'affaires ; les annexes du *Moniteur*, par la publication des sociétés commerciales, renouvellent tous les jours le témoignage de sa puissance d'expansion.

Mais, depuis la loi sur les associations sans but lucratif, quelle floraison d'œuvres désintéressées, inspirées par les mobiles élevés de l'assistance, de l'hygiène, de l'enseignement, de la religion, de l'art ! Elles parlent de l'esprit de solidarité sociale et de dévouement chrétien, qui anime la population et qui inspire aux grandes fortunes des gestes de générosité prévoyante qui les honorent.

Ces manifestations, qui semblent devoir se multiplier à l'infini et qui prennent souvent des aspects inattendus, montrent comment l'insuffisance du droit positif avait comprimé les aspirations les plus nobles, celles qui consistent à se dévouer au bien de ses concitoyens et dont la réalisation mérite le plus d'encouragement.

Elles sont tout à l'honneur de la Belgique, qui affirme ainsi ses préoccupations d'ordre moral et désintéressé, à l'égal de ses préoccupations d'ordre économique et utilitaire.

Il n'est pas un intérêt moral ou intellectuel qui n'ait sa représentation dans les annales des associations sans but lucratif ; et la récente loi se trouve ainsi consacrée par l'usage qui en est fait, au point qu'on se demande comment le pays a pu en être privé pendant de si longues années.

On pouvait prévoir ces résultats. Le rapport de la Section centrale les avait annoncés dans ces termes « le projet de loi créera une atmosphère juridique favorable à l'éclosion et à l'épanouissement de ces milliers d'organismes qui caractérisent la physionomie sociale du pays, et qui collaborent à la vie intellectuelle, morale, charitable, au grand avantage de la communauté ».

Et cependant que d'hésitations dans l'élaboration et dans le vote de ces réformes législatives ? La loi sur les associations internationales à but scientifique du 25 octobre 1919, qui marquait le premier pas, a dû franchir des obstacles parlementaires multiples, et quand, sous le Gouvernement présidé par

M. Carton de Wiart, M. Vandervelde, le Ministre de la Justice, proposa le statut juridique des associations sans but lucratif, dégageant ainsi la promesse qu'il en avait faite au cours de la discussion de la précédente proposition, il se produisit encore des défiances et des résistances.

L'expérience a définitivement fait justice des objections en couronnant d'un brillant succès la loi si longtemps attendue. Il n'en sera pas autrement pour la réforme proposée qui complète l'édifice législatif de la personnification civile. Elle offrira au travail collectif un nouveau terrain, celui de l'activité civile, qui contribuera, avec l'activité commerciale et morale, à la grandeur de la Belgique.

ÉM. TIBBAUT.

4
(N° 313)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JUNI 1924.

Wetsvoorstel betreffende de burgerlijke vennootschappen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel heeft ten doel, aan de burgerlijke vennootschappen een rechterlijk regime te geven, aan hunne werkzaamheid aangepast. Zonder hun den burgerrechtelijken aard te ontnemen, schenkt het hun het recht op de rechtspersoonlijkheid, welke reeds de handelsvennootschappen genieten met de daaruit voortvloeiende voordeelen; het doet de toekenning er van slechts afhangen van het vereischte, dat zij den vorm van handelsvennootschappen aannemen.

De voorgestelde formule heeft de verdienste, eenvoudig te zijn. Zij stelt als regel van gemeen recht den regel van uitzondering gevestigd bij artikel 187 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen ten bate van de « vennootschappen die ten doel hebben mijnen, graverijen en groeven te ontginnen », en die door de wet van 9 Augustus 1889 werd uitgestrekt tot de maatschappijen voor werkmanswoningen, waarmede achtereenvolgens werden gelijkgesteld de maatschappijen voor goedkoope woningen en de maatschappijen die uitsluitend ten doel hebben het bouwen, het verkoopen en het aankooopen van woningen. Door dit langzaam tempo, dat als een heilzame proefneming geldt, wordt men logisch gebracht tot de algemeenmaking van het regime door zijne toepassing op al de burgerlijke vennootschappen.

De hervorming verbindt twee zaken van rechtskundigen aard, die, dank zij een lange rechtspraktijk, niets in het duister laten. Eenerzijds, geeft artikel 1832 van het Burgerlijk Wetboek de volgende bepaling van de burgerlijke vennootschap : Zij is een overeenkomst, waarbij twee of meer personen overeenkomen om iets gemeenschappelijk bijeen te brengen ten einde de winst, welke er mocht uit voortvloeien, te verdeelen. Het maatschappelijk doel is dus winstbejag, doch het voorwerp wordt ondersteld van burgerrechtelijken aard te zijn, dat, in hoofdzaak, door burgerlijke handelingen wordt nagestreefd.

Anderzijds, stellen de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen,

welke organieke wetten zijn en den Titel IX van het Handelswetboek uitmaken, de voorwaarden vast van hunne oprichting en van hunne werking; zij worden van toepassing op de burgerlijke vennootschap die den handelsvorm aanneemt; zij geven hun de voordeelen die aan dit statuut zijn verbonden en waarvan het voornaamste de rechtspersoonlijkheid is.

Dit gemengd stelsel, dat het Burgerlijk Wetboek volgt wat den grond betreft, m. a. w. omtrent den aard der handelingen, ontleent aan het Handelswetboek den vorm die hen leniger en doelmatiger maakt. Toegepast op de mijnbouwvennootschappen en op de woningmaatschappijen, leverde het meer voordeelen dan bezwaren op; en het zal niet anders gaan wanneer het zal algemeen worden gemaakt.

* * *

Dank zij deze hervorming zal de gemeenschappelijke bedrijvigheid, in de Belgische wetgeving, al de juridische vormen vinden, welke de onderscheidenheid der sociale doeleinden kan billijken : — de handelsvennootschap voor de industriele, de handels- en de financieele ondernemingen; — de vereeniging zonder winstgevend doel met, als aanvulling, instellingen van openbaar nut, inrichtingen van zedelijken of verstandelijken aard; — de burgerlijke vennootschap voor de bedrijvigheid die haar winstgevend doel nastreeft door middel van handelingen van burgerrechtelijken aard. Dat is gansch de reeks der juridische statuten, waardoor de groepeerings pogingen wordt vergemakkelijkt tot het nastreven der meest onderscheidene doeleinden van 's menschen bedrijvigheid; zij wordt nog aangevuld door de wetten tot bevordering der bijzondere inrichtingen van den Onderlingen Bijstand, van de Beroepsvereenigingen, van de Internationale Vereenigingen met wetenschappelijk doel.

Dit samenstel van wetten is het werk van vele generatie's; de onze moet de eer hebben, de kroon op het werk te zetten. ⁽¹⁾

De groote juridische en economische beteekenis van het wetsvoorstel spruit voort uit de rechtspersoonlijkheid, welke aan de burgerlijke maatschappijen

(1) Het verslag der Middenafdeeling over het wetsontwerp op de vereenigingen zonder winstgevend doel vermeldt de onderscheidene stadions en de middelen, waardoor deze konden doorgemaakt worden. (Vergadering van 23 Maart 1921, E. Tibbaut, n° 198.)

Het juridisch vraagstuk werd grondig uiteengezet in het geleerd verslag dat, namens de Middenafdeeling, werd uitgebracht door den heer Van Cleemputte over de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel, alsmede in de grondige studie van den heer Vauthier waaruit het verslag werd geboren van de Raadgevende Commissie van het Ministerie van Justitie, toegevoegd aan de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp op de vereenigingen zonder winstgevend doel. (Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 23 Juni 1920, n° 375), en ook nog in het methodisch verslag, in den Senaat door den heer Braun uitgebracht. (Vergadering van 2 Juni 1921, n° 135.) Aan de bovengemelde werken moet men toevoegen de voordracht van notaris Thuysbaert, te Lokeren, « Une étude pratique de la loi sur les associations sans but lucratif »; die van notaris Nève, te Gent, « Le livre doctrinal »; die van den heer Goelseel « La personnalité civile des associations sans but lucratif, 1921 » en « Le commentaire législatif de la loi sur les associations sans but lucratif » door den heer Max Hallet.

wordt toegekend. Deze kunnen worden een rechtspersoon, onafhankelijk van de vennooten, evenals een natuurlijk wezen goederen bezitten, verkrijgen, vervreemden en in rechten optreden, waardoor de eenvoudige onverdeeldheid wordt vervangen, welke aan vele oorzaken van ontbinding is onderworpen; die rechtspersoon kan, binnen de grenzen der overeenkomst, het sociaal doel nastreven zonder dat zijn bestaan of zijne werking wordt bedreigd door het overlijden of het onvermogen der leden.

Dienvolgens is het maatschappelijk vermogen geen mede-eigendom meer, roerend of onroerend naar de goederen waaruit het bestaat, rustend op het hoofd der vennooten die persoonlijk aansprakelijk zijn. Het wordt het erfgoed van het rechtswezen, wordt beheerd volgens de statuten overeenkomstig de wet en is vertegenwoordigd door aandelen die, in rechten, roerende goederen zijn.

Hierdoor komt er sociale vastheid in de plaats van de onzekerheid, van de onverdeeldheid welke, ondanks de overeenkomsten, hoofdzakelijk afhangt van het leven der mede-eigenaars.

* *

De Burgerlijke Vennootschap, die de voordeelen geniet van het statuut der handelsvennootschappen wier vorm zij aanneemt, verliest niet haar burgerlijken aard en maakt hare handelingen niet tot handelshandelingen. Wat den grond betreft, blijft zij ongewijzigd. Zij wordt niet gelijkgesteld met den handelaar; zij is dus niet onderworpen aan de handelsrechtbanken en kan niet failliet worden verklaard. Doch zij is onderworpen aan de voorwaarden welke de samengeorde wetten haar opleggen in het belang van de vennooten en van derden voor wat de oprichting en den werkkring betreft. Zij volgt de regelen gesteld voor de statuten en voor hunne bekendmaking, voor het tot stand brengen en het overdragen der aandelen en der obligatiën, voor het beheer en voor het toezicht op de vennootschappen, voor de algemeene vergaderingen, de inventarissen en balansen, voor den duur, de ontbinding en de liquidatie der vennootschappen. De stichters, beheerders en commissarissen nemen op zich de verantwoordelijkheden, die er in omschreven zijn, en zij zijn blootgesteld aan de burgerrechtelijke en strafrechtelijke dwangmaatregelen.

* *

In Frankrijk was de rechtspraak voldoende geweest om de burgerlijke vennootschap als rechtspersoon te erkennen; doch de wetten van 24 Juli 1867 en 1 Augustus 1903 hebben bepaald dat de burgerlijke vennootschap een handelsvennootschap wordt, wanneer zij den vorm ervan ontleent.

Dat is in strijd met het onderscheid tusschen de burgerlijke en de commercieele handelingen, welke ten grondslag ligt aan het Burgerlijk Wetboek.

De Belgische wetgever heeft herhaaldelijk geweigerd dezen weg op te gaan; en uit de ervaring, opgedaan door de mijnmaatschappijen en de woningmaatschappijen, blijkt dat het gemengd stelsel, waarbij het Burgerlijk Wetboek met het Handelswetboek wordt verbonden, volstaat voor de maatschappelijke behoeften. Aan den aard der handelingen mag men niet raken dan zoo er gewichtige redenen voorhanden zijn; het regime is te zeer verschillend.

Het burgerlijk leven is de regel of het gemeen recht; het is omringd van menigvuldige waarborgen; de overeenkomsten en de verbintenissen hebben geene waarde dan bijaldien zij zich voordoen in de vormen, door de wet bepaald om den onervaren mensch tegen de verrassingen te beschermen; de geschillen behooren tot de burgerlijke rechtsmacht, uitgeoefend door rechtsgeleerden, beroepsmagistraten, volgens eene met beschermingsmaatregelen gevulde rechtspleging.

Het handelsleven, daarentegen, bestaat in rechten alleen binnen de grenzen der handelingen, door de wet vastgesteld. Het eischt meer lenigheid, meer spoed, en het is onderworpen aan onderscheidene verplichtingen, voorgeschreven in het belang van derden en door strafbepalingen bekrachtigd. De handelaar heeft eene boekhouding en boeken, door de wet bepaald; hij kan failliet worden verklaard en hij wordt gestraft bij niet-naleving van zijne beroepsverplichtingen.

Om aan de burgerlijke vennootschappen toe te laten te handelen als rechtspersoon, is het niet noodig, deze hoofdindeeling der burgerlijke en commercieele handelingen in bespreking te stellen. Aldus zou men een bron van kiesche twistpunten openen, welke de weldaden der voorgestelde hervorming zouden verminderen.

. . .

Mocht men verplicht zijn, het wetsvoorstel te rechtvaardigen door een economisch belang, dan ware het voldoende te wijzen op de stuwkracht die het zou kunnen aanwenden ten voordeele van de groote landbouwbedrijven of van ontginning en de ondernemingen van onroerenden aard.

De landbouw vindt in den vooruitgang der mechaniek en in de aanwending der scheikundige meststoffen tot nog toe ongekende hulpmiddelen en hij kan, heden meer dan vroeger, tot groote zaken leiden, met aanzienlijke kapitalen op een nijverheidsvoet gesteld, en die een deugdelijk geheel vormen van hervormingsindustrieën, zooals de stokerij en de suikerfabricatie. De kolonie en de vreemde natiën vragen steeds meer de medewerking van Belgen door hun, onder den vorm van monopolie, landbouwconcessies aan te bieden.

Welnu, in den huidige stand der wetgeving, is er geen rechtsvorm welke op praktische wijze toelaat de voor deze ondernemingen noodige kapitalen samen te brengen, zoodat deze ondernemingen buiten het bereik worden gesteld van de onvastheid der eenvoudige onverdeeldheden op rechtsgebied.

Inderdaad, met de industriele omvorming zijner producten, is de landbouw van burgerrechtelijken aard en kan dienvolgens niet het voorwerp eener handelsvennootschap uitmaken.

Dit is een hinderpaal door den wetgever tegen de Belgische werkzaamheid en uitbreiding opgeworpen; en het is tijd dat hij verdwijnt.

De verrichtingen, welke nuttig zijn voor het land en die practischerwijze door het gebrek aan de noodige wetten onmogelijk worden gemaakt, zijn zeer talrijk.

Alzoo, naar het voorbeeld der handelaars en der nijveraars, zouden de landbouwers de onderneming in vennootschap willen vestigen om haar meer vastheid te geven, om er een familiezaak van te maken, welke verdeeld wordt door het

afleveren der aandelen, om haar waarde te geven door het uitgeven van verhandelbare effecten; ofwel zouden eigenaars van bouwterreinen een vennootschap willen tot stand brengen om deze goederen te gelde te maken door het bouwen van woningen en om alzoo bij te dragen tot de oplossing der woningcrisis. Dergelijke vennootschappen kunnen thans geen rechtspersoonlijkheid bekomen, en alzoo worden én de landbouw én de grond met rechtsminderheid getroffen, welke zich, eenerzijds, verzet én tegen de tegeldemaking én tegen de consolidatie der familiegoederen en die, anderzijds, naderen mogelijken vooruitgang uitsluit.

Het recht mag het nationale leven niet verlammen. Het moet dit leven integendeel aanwakkeren en daaraan de juridische middelen verschaffen voor zijn groei en zijn bloei. Het moet met het nationale leven evolueeren en zich aanpassen aan de wisselende toestanden. Alleen op die wijze vervult het zijne economische en sociale taak.

Dit heeft men niet altijd begrepen, en de rechtsgeleerden beschouwden de rechtspersoonlijkheid der maatschappijen als gunsten, die door den Staat en den wetgever werden verleend.

Zij is integendeel een logisch gevolg van de behoeften, die in de maatschappij oprijzen en die ten eerste het openbaar welzijn aanbelangen. De wetgever heeft tot plicht, ze te bekrachtigen door het positieve recht in overeenstemming te brengen met het natuurlijk recht en zodoende moedigt hij den vooruitgang aan.

De handelsvennootschappen hebben in de rechtspersoonlijkheid het middel gevonden om belangrijke kapitalen te besteden aan ondernemingen van langen duur, die machtig hebben bijgedragen tot vermeerdering van den openbaren rijkdom en het welzijn van de menschheid.

De vereenigingen zonder winstgevend doel werden door de wet van 27 Juni 1921 in staat gesteld, openbaar haar juridisch bestaan te bevestigen, en zij groeien aan onder zoo velerlei vormen dat zij het uitzicht van België veranderen en tevens verfraaien. België was in de wereld gekend door den ondernemingsgeest van zijne zakenmannen; de bijlagen van het Staatsblad vernieuwen elken dag, door de bekendmaking der handelsvennootschappen, dit bewijs van zijn uitbreidingsvermogen.

Maar sedert het bestaan van de wet op de vereenigingen zonder winstgevend doel, wat een opbloei van belanglooze werken, ingegeven door edele gevoelens van onderstand, hygiëne, onderwijs, godsdienst, kunst! Zij zijn de bewijzen van den geest van sociale solidariteit en van christene toewijding, die onze bevolking bezicht en die de rijken aanzet tot daden van edelmoedigheid, welke hun tot eer strekken.

Deze werken, die zich tot het oneindige schijnen te willen vermenigvuldigen die vaak onverwachte vormen aannemen, bewijzen hoezeer het ontoereikende van het positieve recht de edelste verzuchtingen aan banden legde, namelijk deze die bestaan in de toewijding aan het welzijn van zijne medeburgers, en waarvan de verwezenlijking de meeste aanmoediging verdient.

Zij zijn eene eer voor België, dat aldus toont hoe bezorgd het is met de moreele orde, even belangloos als het zich bekommert met zijn economisch en stoffelijk welzijn is.

Daar is geen moreel of intellectueel belang, dat niet vertegenwoordigd is in de annalen van de maatschappijen zonder winstgevend doel; en de pas aangenomen wet wordt aldus bekrachtigd door het gebruik dat er van gemaakt wordt, in zooverre zelf dat men zich afvraagt hoe ons land er zoo lange jaren kon van beroofd blijven.

Men kon deze uitslagen voorzien. Het verslag van de Middenafdeeling had ze als volgt aangekondigd : « het wetsontwerp zal een juridischen toestand doen ontstaan als zeer gunstig is voor het ontstaan en den bloei van de duizenden organismen die het sociale uitzicht van ons land kenmerken en die bijdragen tot de ontwikkeling van het intellectueele, moreele, liefdadig leven, tot groot voordeel van de gemeenschap ».

En nochtans, wat al aarzeling bij het opmaken en het goedkeuren van deze wetshervormingen? De wet op de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel, van 25 October 1919, die een eerste stap was, heeft menigvuldige parlementaire moeilijkheden moeten overwinnen, en toen, onder de Regeering voorgezeten door den heer Carton de Wiart, de heer Vandervelde, Minister van Justitie, het juridisch statuut van maatschappijen zonder winstgevend doel voorstelde, aldus de belofte houdend die hij gedaan had in den loop van de bespreking van het voorgaande voorstel, was er nog veel tegenstand en wantrouwen.

De ervaring heeft voorgoed de opwerpingen te niet gedaan, door de zoo lang verwachte wet met een schitterenden uitslag te bekronen. Hetzelfde zal gebeuren met de voorgestelde hervorming, die het wetgevend gebouw van de rechtspersoonlijkheid voltooit. Zij zal een nieuw terrein aan het collectieve werk bieden, namelijk dit van de burgerlijke bedrijvigheid, die met de commercieele en zedelijke bedrijvigheid zal bijdragen tot de grootheid van België.

EM. TIBBAUT.
